

L'Humanité



de l'Orange

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
18 juin 1976

N° 512

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Comisión paritaire
No 57952

Le PCF et les «libertés»

LE SOCIAL-FASCISME UNE REALITE

Aujourd'hui le gouvernement, inquiet de l'extension des luttes populaires contre la misère et le chômage, emprisonne, condamne et licencie des ouvriers et des étudiants, des paysans, des militants syndicaux et révolutionnaires comme notre camarade Romain Le Gal (accusé de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France interdit en 1968). A l'heure où les batailles se font plus acharnées dans les usines et les campagnes entre les masses populaires et la bourgeoisie, l'Etat dissimule de plus en plus mal qu'il est au service exclusif des riches et des exploités de toute nature dont il défend les privilèges. C'est le moment où les illusions tombent vite sur la possibilité de changer pacifiquement la société quand, pour obtenir quelques augmentations de salaires, il faut affronter les matraques policières, le tribunal et parfois la prison ou l'expulsion du territoire pour les immigrés.

La haine du peuple qui grandit contre le système capitaliste c'est de l'engrais pour le développement de la conscience révolutionnaire dans les masses et cela effraie tous les réactionnaires. Par-

mi ceux-ci, les dirigeants du PCF cherchent à tirer profit d'une telle situation.

Convoitant les sièges gouvernementaux ils ne manquent pas une occasion de protester eux aussi contre la répression, de dénoncer les atteintes aux libertés démocratiques et de s'en prendre à Giscard, Chirac et Poniatowski. Mais en réclamant la démission de ce dernier, ils révèlent bien d'ailleurs la nature exacte de leurs ambitions ; pour ces traîtres à la classe ouvrière qui ont renié tous les enseignements du marxisme-léninisme, il ne s'agit nullement de détruire l'appareil d'Etat bourgeois pour le remplacer par un nouvel Etat dont les ouvriers seraient les maîtres comme nous l'ont appris la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre, les révolutions chinoises et albanaises ; non ce qu'ils veulent c'est remplacer un gouvernement par un autre, un ministre de l'Intérieur par un autre sans toucher au système capitaliste. Poniatowski, Marcellin, Mitterrand... tous les ministres qui se sont succédés à ce poste ont toujours défendu les intérêts de la classe dominante, quelle que soit leur étiquette politique, et cela continuera tant que la

révolution prolétarienne n'aura pas balayé le régime capitaliste. C'est une vérité indépendante de la volonté de quelque mystificateur que ce soit. Mais l'imposture de Marchais ne réside pas seulement dans la révision des principes fondamentaux du communisme.

Les dirigeants du PCF n'ont aucune qualité pour défendre les libertés bourgeoises. C'est eux qui ont réclamé à Pompidou en juin 1968 l'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France en violation même de la légalité bourgeoise. C'est eux qui ont appelé de leurs souhaits la loi anticasseurs que Pompidou déclarait ne pas avoir refusé à Duclos lors d'une rencontre à l'Élysée.

C'est eux qui pendant des années ont essayé en vain de masquer la vérité sur le fascisme qui règne en URSS. Si aujourd'hui ils prennent leurs distances vis-à-vis des milliers d'emprisonnements politiques ou des internements psychiatriques dans la Russie des nouveaux tsars, c'est parce qu'ils ne peuvent plus nier une réalité connue de tous en France

(Suite page 3)

Sécheresse

LE TEMPS DES PROMESSES

La sécheresse demeure ; la presse «bien-pensante» s'apitoie sur le sort des agriculteurs ; les ministres se lamentent et l'opposition électorale fait des promesses pour 78.

Seulement, rien n'est fait, aucun plan de sauvetage n'est envisagé, aucune indemnité sérieuse n'est envisagée. Pourtant des centaines d'hectares des dizaines de petites exploitations sont touchées chaque jour.

Le littoral vendéen et le sud de la Bretagne ne sont pas les seuls menacés. Les réserves en eau du sol accusent également un déficit de plus de 70 % par rapport à la normale dans la Sarthe, le Poitou et la Bourgogne.

Jeudi, Bonnet devrait donner quelques précisions sur la nature des mesures que le gouvernement entend prendre pour aider les sinistrés. Nous ne nous faisons aucune illusion à leur sujet. Le gouvernement n'a pas l'intention de venir en aide aux petits exploitants dont la sécheresse a accru les difficultés déjà importantes. Nous sommes convaincus que ces agriculteurs-là, les plus nécessiteux, n'obtiendront quelque chose qu'en engageant la lutte.

(Voir page 3 l'article «Comment la Chine transforme trois années de sécheresse en trois années d'abondantes récoltes».)

Mercredi à Paris

CONFERENCE DE PRESSE DE RAMOS HORTA

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DE TIMOR-ORIENTAL



José Ramos Horta secrétaire général du FRETILIN.

Depuis quelques jours, José Ramos-Horta, secrétaire général du FRETILIN (Front révolutionnaire du Timor-oriental indépendant) et ministre des Relations extérieures de la République démocratique de Timor-oriental, est en visite à Paris.

Petite île située entre l'extrémité sud-ouest de l'Indonésie et l'Australie, Timor est peuplée de 650 000 habitants et sa division en deux résulte de la

colonisation (portugaise et hollandaise). Riche en pétrole c'est aussi une position stratégique importante dans cette région du monde, ce qui explique qu'après le départ des colons portugais, le gouvernement indonésien a prétendu annexer l'île et l'a envahie un mois après la proclamation de l'indépen-

dance. Mais sous la direction du FRETILIN le peuple de Timor-oriental mène une guerre de libération populaire et prolongée et contrôle plus de 90 % du territoire. La barbarie des agresseurs indonésiens n'a d'égale que l'ampleur de leurs difficultés intérieures mais ne pourra pas éviter la défaite car une cause juste rencontre toujours un large soutien ; quel que soit le mur du silence aujourd'hui dressé par diverses puissances impérialistes autour de la lutte du peuple de Timor-oriental celui-ci triomphera à coup sûr de l'agression indonésienne et de tous les complots impérialistes.

(Voir en page 2 des extraits de la déclaration de M. Ramos-Horta)

Meeting Jeudi 17 juin à 20 H Solidarité avec le peuple de Timor oriental

avec la participation de M. José Ramos Horta, ministre des Affaires étrangères de la République de Timor-oriental et membre du comité central du FRETILIN.

Présentation pour la 1e fois en France d'un film sur l'agression indonésienne en décembre 75.

SALLE SIEM - 6 RUE ALBERT LAPPARENT
PARIS 7E - METRO SEGUR

Foyers Sonacotra

VERS DE NOUVELLES EXPULSIONS ?

Le pouvoir se prépare-t-il à de nouvelles expulsions de France des délégués des comités de résidents des foyers Sonacotra ? C'est la question que l'on peut se poser, au moment où la Sonacotra refuse les négociations et après la nouvelle intervention policière au foyer de Champigny lundi soir dernier.

Lundi soir devait se tenir au foyer de Champigny une assemblée générale de résidents comme chaque semaine. A cette assemblée participait un des délégués du foyer obligé de se cacher depuis les expulsions du 8 et du 16 avril. Le 8 avril deux délégués de Champigny - portugais et algérien - avaient été expulsés de France. Cet autre délégué portugais est actuellement sous le coup d'un arrêté d'expulsion lancé contre lui de la façon la plus arbitraire et illégale.

Vers 10 H 30 de nombreux flics encerclaient le foyer. Ils faisaient savoir qu'ils voulaient ce délégué Antonio Barreto et rien de plus.

Protégé par la masse des résidents, le camarade délégué devait parvenir à s'échapper du filet tendu par la police dans le quartier.

Le camarade Antonio Barreto était brillamment intervenu à la tribune de nombreux meetings, et notamment celui organisé par l'Humanité-Rouge contre la répression.

Nous savons que la police le recherche depuis de nombreuses semaines. Malheureusement pour elle, le camarade bénéficie de l'appui et du soutien des milliers de résidents de la Sonacotra.

«N'avons-nous pas à lutter d'avantage pour que cette situation change, pour que le socialisme soit enfin instauré dans notre pays ?»

Voir en page 8
les contributions
du peuple
algérien
à la discussion
sur la charte
nationale

Elections au Portugal (2)

LES CANDIDATS DE L'URSS

La constitution portugaise accordée au président de la République de larges pouvoirs ; commandant suprême des forces armées, il peut décréter l'état de siège et l'état d'urgence, il est consulté obligatoirement dans « tous les cas d'urgence grave » et exerce une forte influence sur les orientations du gouvernement.

Les dernières élections législatives ont marqué un troisième et grave échec pour l'offensive politique des forces pro-soviétiques au Portugal. Leur premier revers avait été sanctionné par la chute du 5e gouvernement provisoire présidé par Vasco Gonçalves, la liquidation de la « Ve division », chargée d'embrigader le peuple et honnie par lui ; le second revers fut l'échec pitoyable du putsch qu'ils avaient encouragé en sous-main le 25 novembre dernier. La nette réaction du peuple portugais fit immédiatement avorter l'entreprise et le PCP perdit une bonne partie des postes où il s'était infiltré, notamment au sein de l'armée et des services d'information, presse et télévision. Les élections législatives du 25 avril dernier confirmaient clairement que le peuple portugais refusait le social-impérialisme et le social-fascisme. Malgré les importants moyens dont il dispose, les roubles dont il est arrosé, les gens sincères qu'il trompe encore, le parti de Cunhal ne recueillait pas 15 % des voix et le PS refusait un gouvernement de coalition avec lui.

Il ne devait donc pas rester indifférent à l'enjeu des élections présidentielles. En fait le PCP semble avoir hésité longuement sur la meilleure manière de recoller les morceaux. Ce n'est que tardivement qu'il a annoncé la présentation d'un candidat sous sa bannière, Octavio Pato, et sans enthousiasme excessif. La campagne électorale qu'il mène confirme ses appréhensions. Malgré le recours à une démagogie ef-

frénée, les « fêtes » électorales du PCP ne connaissent guère de succès. La campagne électorale du PCP se contente d'appeler les électeurs à « voter utile » en votant PCP et d'affirmer qu'aucune force ne peut gouverner « à gauche » sans le PCP. A Moscou, « la Pravda » est plus précise, affirmant d'un ton de menace à peine voilée que « la révolution au Portugal est en cours et que le processus révolutionnaire fait son chemin dans le pays ».

La campagne du PCP est si discréditée et connaît une telle désaffection que le général Eanes, pourtant soutenu par des forces politiques souvent hésitantes et conciliatrices à l'égard du

gardent une autre carte dans leur manche, la « candidature populaire » de Otelo de Carvalho, l'homme qui est apparu sur le devant de la scène durant le coup manqué du 25 novembre dernier. Emprisonné aussitôt après, sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'État, Carvalho devait bénéficier de l'esprit conciliateur qui anime l'actuel gouvernement qui, non seulement l'a relâché sans jugement, mais encore a toléré qu'il puisse être candidat à ces élections présidentielles.

Carvalho mène une campagne tambour battant sur des thèmes démagogiques du style « Le pouvoir aux travailleurs ». Les forces politiques qui le soutiennent



Le peuple portugais a fait l'expérience du social-fascisme. Ci-dessous, une manifestation des ouvriers de la Chimie contre l'Inter-syndicale du PCP.

social-impérialisme, peut se permettre de tenir la dragée haute au parti de Cunhal. C'est ainsi qu'il a récemment déclaré que « la majorité du peuple portugais considère le PCP comme responsable de la plupart des aspects négatifs de ces deux dernières années » et affirme que le PCP lui inspire trop peu de confiance pour qu'il puisse accepter l'appui des « forces minoritaires qui veulent imposer un pouvoir majoritaire ».

C'est pourquoi, devant cette morne campagne, les sociaux-impérialistes russes

sont hétéroclites puisqu'elles rassemblent aussi bien les trotskystes du PRP, du MES, les sympathisants cunhalistes du FSP ainsi que des forces qui sous l'étiquette du marxisme-léninisme font en fait objectivement le jeu des pro-soviétiques. S'intitulant lui-même le « Fidel Castro de l'Europe », Carvalho reste parfaitement imprécis dans son programme. Mais le comportement du PCP à son égard éclaire bien le sens véritable de sa candidature. Celui-ci se garde bien de l'attaquer bille en tête et se contente de souligner que

l'ancien commandant du Copcon « n'a pas d'influence politique et n'occupant plus de poste important au sein des forces armées il n'a donc pas les moyens de remplir les engagements qu'il prend ». Autrement dit, quant au fond, la politique des deux candidats est bien la même. C'est ce qui explique que tout en ne se privant pas de lancer certaines accusations contre le PCP, qui lui rallient des électeurs dégoûtés de ses pratiques, Carvalho soit allé récemment rendre visite au pro-soviétique Vasco Gonçalves avec lequel il a eu quatre longues heures d'amical entretien politique.

Ainsi, au Portugal, le Kremlin garde deux fers au feu. Après avoir lancé à l'offensive le parti de Cunhal tout dévoué à ses intérêts, il encourage en sous-main, sans être autrement gêné par sa phraséologie « révolutionnaire », un candidat de rechange susceptible de faire quant au fond la même politique. C'est là une manœuvre typique du social-impérialisme qui, un peu partout en Europe, ménage et entretient, « à gauche » des partis révisionnistes, des groupes « révolutionnaires » qui ont pour mission de drainer toutes les forces écœurées par la politique des révisionnistes. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à se draper du marxisme-léninisme pour cela. C'est le cas au Portugal comme en Italie où des groupes tel « Lotta continua » mènent campagne pour les urnes du PCI. Et notre propre pays connaît bien aussi ce phénomène.

Au Portugal, qui a été l'objet d'une offensive politique du social-impérialisme particulièrement nette, la vigilance demeure contre les menées de ses agents dans le pays, pour consolider l'indépendance et la démocratie sans sacrifier pour autant les revendications légitimes de la classe ouvrière et du peuple pour l'amélioration de ses conditions de vie.

A l'assemblée de l'Union européenne occidentale

MISE EN GARDE A L'URSS EN MEDITERRANEE

L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale a adopté mercredi soir un texte sur la sécurité en Méditerranée qui constitue notamment une mise en garde à l'URSS contre « toute implantation de nouvelles bases soviétiques ou installations similaires dans la zone de la Méditerranée ».

La recommandation qui a été adoptée à l'unanimité à l'exception de la voix de M. Paul Cermolacce (communiste français) qui prétexta dans ses considérations « l'arrivée de l'URSS au rang de puissance navale mondiale », ainsi que « l'apparition au Portugal d'un parlement librement élu et l'indice d'une évolution démocratique en Espagne ».

Voilà qui a le mérite de la clarté.

Italie

L'affaire des pots de vin « Lockheed » et la campagne électorale

A quatre jours des élections générales l'Italie vit dans l'attente de révélations sur l'affaire des pots de vin Lockheed qui pourrait faire la commission d'enquête parlementaire, dont une mission est de retour des États-Unis avec de nouveaux éléments.

Si les soupçons de certains enquêteurs concernant M. Mariano Rumor, ministre des Affaires étrangères, et MM. Mario Tanassi et Luigi Gui, anciens ministres de la Défense se concrétisent avant le 20 juin, ils feront l'objet sans aucun doute d'une exploitation électorale intensive.

Déclaration de José Ramos horta, membre du comité central du Frétilin (extraits)

(...) Le 28 novembre 1975, le Comité central du FRETILIN déclarait l'indépendance vis-à-vis du Portugal et établissait la République démocratique de Timor-oriental. Le 7 décembre, la junte militaire fasciste de Jakarta lançait une invasion générale de la capitale du Dret, Dili. Plus de 40 000 soldats indonésiens sont maintenant en opération à Timor-oriental. Le gouvernement indonésien a également imposé le blocus aérien et naval de l'île.

Même les sources pro-indonésiennes reconnaissent qu'environ 60 000 ressortissants de Timor-oriental, principalement des femmes et des enfants, ont été tués par les troupes indonésiennes. Les atrocités commises par les Indonésiens ne sont comparables qu'aux crimes nazis durant la Seconde guerre mondiale en Europe. Cela nous rappelle également les massacres barbares de cinq cent mille à un million d'Indonésiens en 1965/1966 lorsque le général Suharto a pris le pouvoir. Malgré l'énorme présence militaire indonésienne, les forces nationalistes exercent bien le contrôle sur la plupart du territoire. La guerre à Timor-

oriental a coûté à l'Indonésie plus de 10 000 vies humaines et blessés parmi ses meilleurs soldats et plus de 12 000 000 de dollars américains par mois. (...)

La Croix rouge internationale fonctionnait à Timor-oriental. Mais avant l'invasion de Dili, tous les étrangers ont quitté le pays. Le gouvernement indonésien a lancé l'avertissement selon lequel tout étranger se trouvant à Timor-oriental serait exécuté (...)

Aucun observateur étranger n'a pu visiter le territoire. Les généraux indonésiens ont menacé de faire couler tout bateau qui essaierait de s'approcher de Timor-oriental en vue d'y apporter une aide humanitaire (...)

Si le gouvernement indonésien ne retire pas rapidement ses troupes de la République démocratique de Timor-oriental, toute la région deviendra le théâtre d'une guerre. La guerre à Timor-oriental s'étendra aux îles voisines. Il est encore temps de l'empêcher.

José Ramos Horta
membre du Comité
central du FRETILIN
ministre des Relations
extérieures et de
l'Information

Afrique du Sud

DES MILLIERS D'ECOLIERS AFFRONTENT LA POLICE RACISTE

Des affrontements entre les racistes blancs et de jeunes écoliers noirs près de Johannesburg ont fait mercredi sept morts et une trentaine de blessés, la plupart étant de jeunes écoliers.

Mercredi matin 3 000 d'entre eux s'étaient rassemblés aux abords de l'école secondaire de Phefeni à une quinzaine de kilomètres de la capitale. Ils protestaient contre l'imposition d'une langue qui n'est pas la leur dans l'enseignement.

Le poing levé les jeunes manifestants lançaient des slogans en faveur du « pouvoir noir »

La violence raciste des chiens de garde de l'apartheid ne pourra empêcher la population africaine des régions de l'Afrique du Sud de se révolter et d'abattre un jour le pouvoir minoritaire. C'est ce courage qu'ont montré les jeunes écoliers africains face aux racistes.



nouvelles intérieures

Le PCF et les libertés

Le social-fascisme
Une réalité

(Suite de la page 1)

mais ils n'en continuent pas moins à qualifier l'URSS de pays socialiste ! Quant aux agressions du service d'ordre central du PCF dans certaines manifestations de rues et l'attitude de responsables du PCF dans les syndicats CGT notamment, elles sont de plus en plus dénoncées comme des pratiques de type fasciste. Et Marchais aura beau éditer toutes les plaquettes sur la « défense des libertés » qu'il veut, il n'y pourra rien changer. Deux événements d'actualité éclairent d'ailleurs d'une lumière crue la véritable menace que constitue la direction du PCF pour les libertés du peuple et des révolutionnaires.

Ces jours derniers, un certain Pierre Boutang a été élu au poste de maître de Conférences de philosophie à la Sorbonne. Boutang fut un pétainiste convaincu pendant la dernière guerre, radié de l'enseignement pour collaboration avec les nazis, il ne regrette rien selon ses propres paroles et milite activement dans les milieux de l'extrême-droite en France. Réintégré dans l'enseignement en 1967 son élection aujourd'hui a provoqué des protestations de chercheurs et philosophes de divers mi-

lieux et une pétition circule contre cette élection.

Or l'« Humanité » du 16/6/76 (en page 5) annonce que le PCF n'est pas d'accord avec ces protestations et qu'il est quant à lui partisan du respect du pluralisme absolu. Que Marchais l'ancien tourneur d'obus en Allemagne nazie soit plein de mansuétude pour un ancien kolabo, quoi de plus normal. La conception de la liberté défendue ici par le PCF c'est la conception si chère à la bourgeoisie, de la liberté au-dessus des classes, qui ne fait pas de différence entre l'exploiteur et l'exploité, entre l'opresseur et l'opprimé et qui ne profite en définitive qu'aux exploités.

Pour justifier sa position la direction du PCF déclare : « que personne, aujourd'hui comme demain, ne doit être lésé dans son exercice professionnel à cause des idées qu'il professe ». Or il se trouve qu'il y a quelques semaines à Bordeaux un éducateur embauché sans contrat dans un foyer « Les Templiers » dirigé par des « amis » du PCF a été licencié. Motif avoué : a défilé le 1er Mai avec le cortège étudiant ! Le licencié est militant de la CFDT ; dans le foyer, le responsable CGT qui est membre influent du PCF et diri-

gant national de la « CGT-Enfance inadaptée » a demandé le licenciement. Une section CGT d'Artigues qui proteste est exclue par la CE du syndicat départemental où les membres du PCF sont en majorité ; un délégué syndical CGT de l'École nationale d'handicapés physiques du Haillan est lui aussi exclu antistatutairement de la CGT après avoir protesté ! Après les licenciements de délégués CFDT chez Doumeng, le milliaire du PCF, en novembre 1975 et les faux témoignages produits pour tenter de faire emprisonner un de ces licenciés, militant marxiste-léniniste (voir HR No 416), qui pourra croire que les dirigeants du PCF s'opposent à ce « que quiconque soit lésé dans son exercice professionnel à cause des idées qu'il professe » ?

C'est cela la réalité d'aujourd'hui, qui serait appliquée à une plus grande échelle si ces chefs bourgeois parvenaient au pouvoir. Un quadrillage et une répression pires encore que ceux exercés par le gouvernement de Giscard : le fascisme dissimulé derrière le masque du socialisme. Alors, le PCF « défenseur des libertés » ? Non, messieurs, pas vous et pas ça !

Sècheresse

«L'HOMME PEUT
DOMPTER LA NATURE»

Ou comment la Chine transforma trois années de sécheresse en trois années d'abondantes récoltes.

Une sécheresse d'une rare ampleur devait sévir en 1972, 1973 et 1974 dans trois importantes provinces de Chine populaire, le Hopei, le Changtong et le Honan.

Comment ces trois années de sécheresse furent transformées en trois années d'abondantes récoltes pour les trois provinces atteintes par la calamité naturelle ? C'est ce que nous allons essayer d'expliquer ici.

Le pays entier vint en aide aux provinces sinistrées. Des équipements mécaniques affluèrent de toutes parts. Cinq mille moteurs Diesel venus de Changai en 73, à côté de 30 000 venus du Kiangsou, ainsi qu'un grand nombre de pompes agricoles produites par 16 usines du pays.

Comptant principalement sur leurs propres forces, les trois provinces renforcèrent l'aide de l'industrie à l'agriculture. Cent usines du Hopei fonctionnèrent jours et nuits pour fournir à temps aux nouveaux puits les pompes hydrauliques nécessaires.

Dans certaines régions il fallait creuser jusqu'à cent cinquante ou deux cent mètres pour atteindre l'eau. Comment cela aurait-il été possible sans le déploiement de l'énergie conjuguée de toute une collectivité travaillant pour ses propres intérêts ? Peut-on imaginer tel

effort humain dans la France capitaliste d'aujourd'hui ?

Face à la sécheresse, les femmes chinoises ne restèrent pas inactives. On les trouvait en grand nombre parmi les puisatiers et les terrassiers qui creusaient les canaux d'irrigation. Les vieillards également se rendaient sur les chantiers et transmettaient leur expérience ou aidaient aux mêmes besognes.

La province du Hopei creusa ainsi entre l'hiver 1972 et l'hiver 1973, 150 000 puits mécaniques et ajouta plus de 300 000 hectares à la surface de ses terres irriguées.

En tout, 700 000 puits pour les trois provinces furent creusés en trois ans. Ils furent la base nécessaire sortie des mains de la population pour vaincre efficacement la terrible sécheresse et produire d'abondantes récoltes excédentaires par rapport aux besoins.

De mémoire d'hommes, les eaux du Haiho — ou des grands fleuves qui traversent la Chine d'Ouest en Est —, dans le Hopei, ne sont jamais descendus aussi bas qu'en 1972.

Pourtant ces trois années de sécheresse n'en n'ont pas moins été trois années de récoltes abondantes. Ainsi la récolte de l'automne 1974 comptait parmi les meilleures depuis la libération de 1949.

Deux raisons tiennent à ces excellents résultats malgré la calamité : un immense travail d'aménagement du sol et des cours d'eau depuis 49, d'une part, et un travail puissamment organisé pendant ces trois années d'autre part.

Au lendemain de la libération, sous la direction du Parti communiste chinois, fut créé au sein du gouvernement populaire un bureau spécial chargé de l'aménagement des grands cours d'eau du pays. Un grand nombre de travaux furent ainsi entrepris dans le but de maîtriser les surplus et les insuffisances d'eau en fonction des saisons. On construisit des barrages, des réservoirs, digues, canaux, écluses, rigoles et stations de pompage.

Le mot d'ordre alors lancé par le Parti était : « L'homme peut dompter la nature ».

Quand la sécheresse débuta dans les trois provinces citées ce fut le même mot d'ordre que lancèrent les comités du parti au niveau des districts.

Les secrétaires du parti de chaque district concerné, et les autres dirigeants s'en allèrent dans les champs et les chantiers travailler aux côtés des paysans pour forer des puits et construire de nouveaux réservoirs.

Mais diront nos lecteurs, de telles méthodes et moyens sont impensables dans la France d'aujourd'hui pour faire face à la sécheresse qui sévit dans l'Ouest et qui accable durement les petits paysans. C'est vrai ! Et c'est dans une situation aussi concrète que celle produite par une calamité naturelle que l'on voit l'opposition entre le socialisme et le capitalisme.

Faut-il attendre qu'un tel régime nous tombe du ciel pour que les conséquences de la sécheresse dans notre pays soient combattues ? Ou bien y a-t-il déjà des solutions et des moyens pour les obtenir, dès aujourd'hui ? Les réponses à ces questions seront le contenu du prochain article sur la sécheresse.

Le débat sur les plus-values

PLUS QU'UN TEST

Il est désormais clair pour l'opinion publique que le débat actuel à l'« Assemblée » dépasse largement le cadre du projet gouvernemental de taxation des plus-values. Le caractère acharné des attaques venant de l'UDR contre le projet a assez indiqué que ce qui est en cause au sein de la majorité c'est beaucoup plus qu'une réforme qui touche les classes moyennes. La grogne et la rogne de nombreux députés UDR a fait place d'après les journalistes bourgeois à la fronde, une fronde qui vise directement la politique et la personne de Giscard d'Estaing. Sans doute est-ce là la raison de la visite de Chirac à Giscard d'Estaing le week-end dernier, à la suite duquel a été annoncé un prochain remaniement ministériel : car Chirac, dit-on, écartelé entre sa fonction de premier ministre et son rôle de leader de l'UDR, serait prêt à démissionner.

Le fond exact du problème est assez difficile à per-

cer, car les rivalités personnelles se mêlent aux contradictions politiques. Chacun sait que le gouvernement actuel et l'actuelle majorité ont été le résultat d'un compromis. Chirac a appelé à voter Giscard d'Estaing aux présidentielles en échange du leadership de l'UDR dans le gouvernement. Mais Giscard d'Estaing espérait s'appuyer sur Chirac pour giscardiser l'UDR, tandis que l'UDR espérait que Chirac premier ministre, Giscard serait contraint de se plier à la volonté des gaullistes. Avec l'aggravation de la crise intérieure et l'accentuation de la tension internationale, le compromis pouvait difficilement durer et la lutte est désormais ouverte. D'un côté giscardiens et réformateurs veulent « casser » l'UDR, ainsi que l'a exprimé Lecanuet en déclarant qu'il souhaitait une alliance électorale capable de faire correspondre une « majorité réformatrice » à un président réformiste. Autrement dit le premier tour

des élections constituerait dans de très nombreux cas une dispute entre giscardiens réformateurs et gaullistes ; une solution qui d'après les députés UDR serait la fin de leur prédominance.

Mais les contradictions politiques sont surtout apparues jusqu'à présent sur des questions comme la suppression du 8 Mai en tant que fête nationale, ou la nouvelle politique de défense. Derrière ces questions il y a en fin de compte des problèmes aussi essentiels que l'attitude à avoir vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Alliance atlantique, etc. bref toute une série de questions touchant aux problèmes de l'indépendance nationale.

L'UDR refusant grosso modo, avec des nuances multiples, le rapprochement avec les États-Unis face à la menace soviétique.

Une affaire à suivre, d'autant plus qu'elle sera à l'arrière-plan du remaniement ministériel de cet été...

UN COURANT
DANGEREUX DANS L'UDR

L'amiral Antoine Sanguinetti, frère d'Alexandre Sanguinetti, et le révisionniste Louis Baillet, député, membre du Comité central du Parti communiste français, exposent cette semaine dans « l'Humanité Dimanche » leurs conceptions en matière de défense.

Leur convergence de vues apparaît sur deux points : l'indépendance nationale et la nécessité d'une défense nationale.

En paroles qui irait dire qu'il est contre l'indépendance nationale et la défense nationale ! Cependant en lisant plus attentivement l'article on s'apercevra rapidement qu'à aucun moment la principale menace qui plane sur l'indépendance nationale, à savoir l'expansionnisme soviétique, n'est évoqué, et pour cause ! le seul souci de ces messieurs étant les États-Unis.

Baillet souligne, pour sa part, que « s'il n'existe pas encore officiellement, publiquement au moins, d'acte formel, d'acte juridique scellant la réinsertion des armées françaises dans l'OTAN, il y a toutefois une série de faits qui montre bien que c'est déjà chose faite dans la pratique.

Camoufler délibérément les préparatifs agressifs de l'URSS dans sa rivalité avec les États-Unis et porter tous ses efforts contre les États-Unis qu'est-ce donc sinon se mettre au service de l'URSS dans sa rivalité avec la superpuissance américaine ? Qu'un révisionniste comme Baillet joue ce jeu, rien de plus normal. Qu'un officier supérieur de l'armée, frère d'un dirigeant politique UDR joue le même jeu, c'est plus grave.

Cela montre que la tendance à la collaboration avec le social-impérialisme soviétique, la tendance capitulaire est présente dans l'UDR ; cet esprit munichois doit être combattu.



**NAPHTACHIMIE-LAVERA
(MARTIGUES)
NOUVELLES ATTAQUES
PATRONALES CONTRE
LES TRAVAILLEURS
EN GREVE**

La direction de Naphtachimie de Martigues-Lavera, du trust Rhône-Poulenc, assigne devant le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, le 6 juillet prochain, les syndicats CGT et CFDT. Elle voudrait ainsi leur faire payer 435 000 F pour récupérer les salaires versés pendant la grève des 27-28 et 29 mai 1975, elle réclame en outre un forfait de 10 000 F pour la dédommager du non-fonctionnement des services administratifs, comptables, d'expédition et de laboratoire, ainsi qu'un franc pour préjudice moral.

Ce que Naphtachimie oublie de dire, c'est que 4 mois après la grève, elle a écrit dans une circulaire au personnel : « En cas de nouvelles grèves, elle mettrait les travailleurs en chômage technique, sans salaires ni indemnité ». Ce qui montre bien que le sacro-saint droit au travail lui paraissait négligeable, c'est bel et bien une atteinte au droit de grève et ce que veut Naphtachimie, c'est satisfaire toujours plus sa soif de profit. Après Renault, Air-France, c'est maintenant Naphtachimie; ces procès s'inscrivent bien dans une tentative concertée du pouvoir et du patronat pour remettre en cause le droit de grève et étrangler ainsi la lutte des travailleurs et des sections syndicales.

La direction de Naphtachimie entend ainsi remettre en cause le droit de grève. Face à l'arbitraire du pouvoir, du patronat et de sa justice, une seule réponse : l'action résolue des masses contre la répression.

Nous aurons encore l'occasion de revenir sur ce procès, comme d'ailleurs sur la répression syndicale. Naphtachimie fait partie de Rhône-Poulenc là où la répression, la restructuration et les licenciements vont bon train.

**DORDOGNE
GREVE A LA SOCAST**

Une grève est observée depuis 48 heures par la quasi totalité du personnel de la Socast (application des techniques du caoutchouc) à Terrasson (Dordogne). Les revendications portent sur les salaires et les conditions de travail. Cette société emploie 300 personnes.

**QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !**

**Vitry
EHEC
A LA REPRESSION
A LA CITE DES
MARRONNIERS**

Dans nos cités les flics se montrent de plus en plus arrogants et provocants ; ils quadrillent le quartier, y compris avec un car de CRS, font des contrôles à tout propos, interpellent les habitants de façon grossière et insultante. Les opérations coup de poing tendent ainsi à devenir permanentes ; les flics cherchent à semer le trouble et discréditer notre cité, particulièrement combative, en insinuant par leurs interventions répétées qu'elle serait peuplée de délinquants. Les gardiens mis en place par la SEMIDEP (société propriétaire) qui sont main dans la main avec les flics, ne se privent pas de jeter de l'huile sur le feu en provoquant au besoin les habitants pour faire intervenir la police. Mardi, sous prétexte de prétendues menaces de mort reçues par la gardienne, ce qui est absolument faux, un nouveau pas dans la provocation a été franchi. Un car de flics a débarqué une première fois pour se rendre directement chez une locataire indiquée par la gardienne-moucharde ; une heure plus tard, les flics sont revenus en force avec deux cars, sont descendus, de longues matraques à la main, et se

sont mis à rechercher un autre locataire dans tous les logements de l'escalier. Ils étaient excités et menaçants face aux travailleurs qui s'étaient attroupés pour manifester leur indignation. Brandissant leurs matraques, ils ont cherché à les faire reculer en prétendant que le mari de la locataire, un ouvrier très calme mais qui a pour eux le tort d'être tunisien, « pourrait tirer » ! La provocation était évidente, d'autant plus que les deux locataires visés sont membres

de l'amicale des locataires qui lutte contre les saisies et les expulsions. Les flics sont allés jusqu'à essayer de grimper à l'appartement par la fenêtre, mais devant la fermeté des locataires, ils ont dû plier bagage et repartir bredouilles.

L'amicale est bien décidée à contre-attaquer en mobilisant les locataires contre les agissements de la gardienne et contre la répression policière. Celle-ci n'a pour résultat que de renforcer l'unité des locataires pour la défense de leurs droits et qui n'en seront que plus nombreux à manifester contre la répression le 26 juin.

Des habitants de la cité

Bordeaux

**Contre la répression anti-syndicale
LES TRAVAILLEURS DE
LA SEP VAINCRONT**

Après une grève d'un mois du 12 avril au 12 mai contre le licenciement d'un travailleur, la direction de la SEP qui n'a pas apprécié cette lutte avec occupation vient de frapper. 5 militants syndicaux CFDT dont 3 sont des responsables sont licenciés et quinze autres (dont 12 responsables syndicaux) ont un avertissement avant licenciement. Cette répression vise à démanteler la section CFDT majoritaire dans l'entreprise et d'ores et déjà la lutte classe contre classe se prépare dans la région autour des travailleurs de la SEP.

Les travailleurs de la SEP ont appelé à la constitution d'un comité de soutien. Ce comité a été constitué le samedi 12 juin à l'Union départementale CFDT, la majorité très large a adopté la forme suivante : « comité où chacun adhère individuellement ». Ce comité fonctionne sous le contrôle des travailleurs de la SEP. Le samedi 19 juin une journée d'information est

organisée par les « Métaux CFDT 33 », plusieurs usines seront là ainsi que le comité afin de mobiliser les travailleurs de Bordeaux contre la répression dont sont victimes nos camarades. Un gala de solidarité est organisé le 25 juin, contre la répression, contre les licenciements. Soutien total à nos camarades.

Correspondant HR.

la France des luttes

**Les éducateurs d'un centre
d'hébergement en grève**

Le Centre d'hébergement du service social breton, 28 rue du Cotentin, accueille des femmes en situation de détresse (matérielle, morale ou psychologique) conformément aux normes de l'aide sociale. Ce centre est géré par une association (loi de 1901), le prix de journée des résidentes est pris en charge par la Direction de l'action sanitaire et sociale (95 F par jour). Une équipe pluridisciplinaire actuellement en grève assure l'encadrement socio-éducatif.

La lutte des éducateurs en grève depuis le vendredi 11 juin se base sur les points suivants :

— lutte contre la discrimination raciale : en effet la direction refuse l'accueil de personnes de couleur, fran-

çaises ou non, ainsi que les étrangers (notamment algériens)

— pour le respect des libertés syndicales : la direction a intenté un procès à la CFDT pour avoir déclaré, le plus légalement du monde, une section syndicale à l'intérieur du centre d'hébergement. Le jour du procès, la direction a retiré sa plainte.

— pour la réintégration d'une assistante sociale licenciée dont le premier avertissement lui reprochait d'être syndiquée.

Trois autres sont en voie de licenciement, et sont convoquées devant le conseil d'administration.

— contre l'expulsion des résidentes pour « sympathie aux grévistes » (dixit la di-

rection) ; actuellement 5 résidentes n'ayant aucun point de chute ont été mises à la porte du centre.

— contre l'intervention des forces de police à la demande de la direction. En effet, les personnes assurant la permanence de grève (obligatoire dans un service social) ont été expulsées par 3 fois le samedi 12 juin et le dimanche 13 juin.

Ce conflit est un exemple de la répression qui s'abat sur les travailleurs sociaux, et s'inscrit dans le cadre général de la politique gouvernementale, politique ouverte de discrimination raciale et de répression des droits des travailleurs.

(Affaire à suivre)

Correspondant HR avec une éducatrice du centre.

Aux laboratoires Lematte et Boinot

**SURPROFITS, TRAFICS
ET ESCROQUERIES (2)**

Dans l'article d'hier nous relations comment la direction du trust suédois Astra, propriétaire des laboratoires Lematte et Boinot, avec l'appui de responsables syndicaux parfaitement corrompus, prétendait licencier 35 travailleurs de l'entreprise.

Grâce au dossier fourni par le collectif de lutte des travailleurs nous poursuivons aujourd'hui par la publication des diverses opérations financières louches et des surprofits réalisés par l'entreprise sur le dos de ses salariés et des consommateurs de médicaments.

Prenons l'exemple d'un médicament suédois commercialisé à 58 F en France. Le détail de l'addition se présente comme suit :

1) L'addition fictive (par unité) pour la Sécurité sociale et le fisc

matière première (achetée à la maison-mère en Suède)	14,91 F
article de conditionnement	0,52 F
frais de fabrication (majorés de 25 % pour faire bonne mesure)	1,57 F
soit	17,00 F
plus frais de commercialisation (d'autant plus atténués que la masse salariale est réduite)	12,00 F
Prix de vente grossiste HT	29,00 F
marges aux différents stades de la distribution plus TVA	29,00 F
Prix public	58,00 F

2) L'addition véritable

La facture payée à la Suède est bien de 14,91 F, mais la matière première coûte en réalité 3,16 F. La différence représente un superprofit occulte de 11,75 F par boîte !

C'est donc avant même le départ des laboratoires un profit de 40 % qui est réalisé sur le produit en question !

On comprend mieux pourquoi les laboratoires Lematte viennent de transférer, fictivement pour l'un, la fourniture de matière première de deux produits fabriqués en France. Quant au 2e volet des opérations douteuses réalisées par l'entreprise, il est également révélateur. Toute une filière de comparses a permis aux laboratoires de facturer, sans concurrence aucune, et à des prix défiant l'entendement, quantité de travaux publicitaires, dont certains fictifs, à une société

gérée par des « amis » (SARL Intergraphe de Bayonne) ; et tout ceci d'ailleurs au mépris des interdictions écrites du ministère de la Santé. Comme quoi les lois bourgeoises servent à réprimer le peuple mais rarement les escrocs capitalistes. A la fin de l'année 1975 certains visiteurs médicaux ont été transformés en livreurs de pots de vin (il s'agissait de Whisky Land O'Logan en l'occurrence) auprès des médecins ; là aussi tout le monde fait silence et l'opération (qui reviendrait à plus de 100 000 F) illégale est facturée à la rubrique des frais de publicité. Cette distribution d'alcool, d'un caractère pharmaceutique douteux, représente une petite partie des difficultés financières de l'entreprise ! Une nouvelle société de marketing montée par des « proches » du laboratoire utilise ensuite le réseau de vente auprès des médecins pour faire des propositions notamment des travaux d'imprimerie ; toutes ces opérations ont permis au standing et au train de vie de la petite bande de progresser rapidement et aux employés des laboratoires d'apprendre leur licenciement pour « difficultés économiques ». Ce coin de voile levé sur les pratiques courantes des capitalistes (pétroliers, Loockheed, la Villette, etc.) grands ou petits, ne fera que renforcer les employés dans leur lutte contre tout licenciement. Que des militants, ici comme ailleurs, des partis bourgeois de gauche trempent dans de telles activités ne fait que confirmer la nécessité de lutter contre eux pour la destruction du système capitaliste dont ils se font les défenseurs.

ON NE NEGOCIE PAS LES LICENCIEMENTS, ON LES REFUSE !

Pour tous contacts avec le collectif de lutte contre les licenciements, écrire à :

François Lessard
43, rue des Tournelles
75003 Paris



St-Dizier (Haute-Marne)

LA GREVE DE CHEZ MIKO TRAHIE

Depuis le lundi 31 mai, les travailleurs (fabrication-livraison et bureaux) de l'usine Miko — glaces alimentaires — ont observé une grève avec occupation déclenchée contre la volonté des chefs révisionnistes de la CGT qui voulaient cantonner l'action à un arrêt de travail de 24 heures. Les revendications posées portaient surtout sur les salaires (moyenne des salaires de la boîte : entre 1 400 et 1 700 F).

La direction est parvenue à mobiliser quelques dizaines de «jaunes», sur plusieurs centaines de travailleurs (surtout des saisonniers et des cadres) pour

une «manifestation» à la sous-préfecture, au nom de la «liberté du travail». Ainsi durant toute la semaine, elle a pu s'en tenir à un lock-out et le 8 juin, faire expulser les grévistes par le juge des référés de Chaumont. Les manutentionnaires avaient continué sous forme de grève perlée la lutte qui est pour le moment suspendue. Ceci non sans la responsabilité des révisionnistes qui n'ont opposé aucune proposition de riposte à l'expulsion, et qui n'ont commenté que le 6, soit 2 jours avant l'intervention des flics, à appeler à la solidarité les autres travailleurs.

Correspondant HR.



Soledec-Fontoy (Moselle)

18e JOUR DE GREVE TOTALE

Soledec, petite entreprise métallurgique appartenant au trust Marine-Firminy, emploie 90 salariés. A la suite de la mise en place de la nouvelle grille de classifications, les patrons ont diminué les salaires de fait en intégrant une prime acquise depuis longtemps en guise d'augmentation ! C'est la raison essentielle du déclenchement de la grève ; aujourd'hui c'est le renforcement du piquet de grève qui est à l'ordre du jour car la direction cherche à négocier, mais pas question pour autant que les grévistes laissent sortir les camions.

Depuis le 31 mai à 10 h 30, les travailleurs de Soledec (usine de Haut-Pont) sont en grève illimitée reconductible toutes les 24 heures par une assemblée générale qui se tient à 6 heures devant l'usine à Haut-Pont.

Ils se battent sur 4 revendications essentielles :
— augmentation uniforme des salaires de 300 F pour tous ;
— pas de salaires inférieurs à 2 000 F net par mois pour 40 heures ;
— 500 F de prime de production fixe et garantie ;
— embauche de personnel fixe.

Ils sont à 100 % en grève à l'exclusion des ETAM.

Le 5 mai, la direction transmet à l'ensemble du personnel une lettre indiquant : «Qu'étant donné la gravité de la situation,

nous engageons vivement le personnel à reprendre son travail, mardi matin à 6 heures, car à défaut d'un retour rapide à une situation normale, ce sera la survie de la société qui sera mise en jeu».

C'est le chantage à l'emploi ! C'est toujours aux travailleurs à faire les frais de la crise ! Les travailleurs de Soledec ont les salaires les plus bas de la métallurgie. La «direction Soledec» jour après jour, aggrave leurs conditions de travail, exploite durement de nombreux travailleurs temporaires, augmente les cadences et refuse de discuter sérieusement salaires !

Les grévistes savent qu'ils s'attaquent à un ennemi de taille : Marine-Firminy (contrôle de Sacilor-Sollac à 60 %).

Face à un ennemi de taille, face à un patronat organisé, face à la classe des patrons, ils doivent opposer pour vaincre la solidarité de la classe ouvrière ! Halte au travail au rabais ! Halte au chantage à la fermeture !

LE CHANTAGE DE LA DIRECTION

La direction dans la lettre au personnel indique que les travailleurs demandent 40 % d'augmentation. C'est faux ! Non contents de stabiliser les salaires, la direction prend aux travailleurs en moyenne 300 F de leur ancienne prime. En effet la nouvelle classification garantit un salaire suivant la qualification. Dans l'entreprise, la prime de production ne pouvait être inférieure à 20 % du salaire. Ce qui voudrait dire qu'elle devrait s'ajouter au salaire minimum garanti de la classification. Or le patron en l'intégrant dans le salaire a pu la récupérer. C'est pour cela que la lutte que les travailleurs mènent est aussi une lutte contre les pertes de salaires.

Les travailleurs de Soledec en grève.

QUELLES CONDITIONS DE TRAVAIL

DANS LES CENTRES DE FPA ?

Un exemple : le centre tertiaire de Béziers

Depuis plusieurs mois dans différents centres FPA (formation professionnelle des adultes) à travers la France, les stagiaires ont engagé la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Réunis le 24 avril en coordination nationale ils ont commencé à élaborer une plate-forme revendicative. Moins d'un mois plus tard, le 20 mai, ils organisaient une journée de grève générale. Au cours de cette journée qui devait voir notamment un rassemblement de grévistes devant la direction de l'AFPA à Montreuil, près de Paris, les stagiaires devaient réaffirmer clairement leur volonté de voir aboutir leurs revendications. Les principales étant : salaire à 2 000 F pour tous, emploi assuré à la sortie, droit à toucher les Assedic en cas de chômage, droit au syndicalisme en

tant que travailleurs à part entière. Aujourd'hui tout pousse les stagiaires à poursuivre et à radicaliser la lutte pour l'obtention de ces revendications, comme en témoigne ce que dit ici une stagiaire sur les conditions de vie et de travail imposées au centre tertiaire de Béziers.

«AFPA» :
4 lettres qui remplissent d'espoir les futurs stagiaires

Métier, travail, insertion dans la vie active, qualification professionnelle assurée... Ce sont les mots que brandissent les dirigeants du centre tertiaire de Béziers lorsqu'ils accueillent de nouveaux stagiaires. Pour celles-ci les désillusions viennent plus tard. Pas très longtemps après...

Les internes de l'hébergement féminin comprennent plus rapidement encore que les autres qu'elles viennent d'entrer, elles, des adultes, dans un monde semi-concentrationnaire où les stagiaires sont plus ou moins considérées comme des ratées que l'on essaie de «récupérer». Pour la direction, ce sont des gosses, des incapables. A l'internat féminin, les chambres sont visitées tous les jours... pour s'assurer de leur propreté !

Et toute présence masculine y est rigoureusement interdite. A l'internat comme dans les cours, il faut que les stagiaires comprennent bien que «seule la FPA peut les aider, si elles écoutent bien leur directeur, et si elles obéissent bien à leurs professeurs». Il n'est pas rare d'entendre : «... Mes enfants je ne veux pas faire de pa-

ternalisme...» ou bien : «... N'oubliez pas que je suis pour vous à la fois papa et maman...» !

Ce sont les mots avec lesquels le sieur Colombani, adjoint technique du centre tertiaire de Béziers, accueille les stagiaires femmes cette année. Et pour leur expliquer qu'elles ne devaient pas recevoir d'hommes à l'internat, il ajoutait : «Si je vous laissais faire, vous feriez des enfants sur les chaises» !

Voilà comment sont les cadres dans ce centre. D'ailleurs, «on» ne les a pas recrutés n'importe où. Le directeur est un ancien de l'armée de métier. L'adjoint technique, un ancien de la gendarmerie... Quant aux enseignantes, elles sont, à quelques exceptions près, toutes d'anciennes secrétaires «modèles» qui tenaient leurs patrons pour des demi-dieux. La plupart ne savent même pas ce que pédagogie veut dire. Elles se contentent de faire lire aux stagiaires des «fiches techniques» le plus souvent complètement dépassées.

«Dès qu'on relève la tête, c'est la répression»

Et lorsque la «grogne» se fait trop voyante parmi les stagiaires, la direction met en branle ses mesures répressives. Elle supprime la pause. Elle fait sauter une heure pour 2 minutes de retard. Quand ce n'est pas la mise à pied pure et simple...

C'est ainsi qu'au tertiaire de Béziers récemment deux femmes ont été mises à pied pendant deux jours pour avoir manqué deux heures de cours «sans motif». Reçues, en l'absence du directeur, par un adjoint, des stagiaires qui protestaient se sont entendues répondre que cette sanction était bien méritée : «Vous ne devez pas transformer la FPA en foutoir» !

Un foutoir, allons donc ! Les stagiaires voient bien la valeur de l'argument quand, à l'entrée en stage, on leur rebat les oreilles en leur disant : «Quand vous sortirez, vous serez des secrétaires confirmées, pas des débutantes», et qu'à la sortie elles se retrouvent au chômage. Ou bien encore lorsqu'une monitrice déclare : «Il faut bien vous dire qu'ici on apprend la théorie pas la pratique». A vrai dire, les stagiaires se demandent si le foutoir ce n'est pas plutôt ce système de FPA lui-même...

Un délégué CGT, militant marxiste léniniste, nous déclare

Le 14 juin : deuxième négociation avec le patron, il en ressort la plus grande confusion au niveau des augmentations, et c'est pour cette raison qu'après discussion en assemblée générale à 14 h, les 4 délégués et 3 travailleurs allaient revoir le cadre faisant fonction d'adjoint au directeur

Suite à cette discussion, il en ressort une augmentation variant de 200 à 300 F environ pour la base 40 h sauf pour les 22 ouvriers à 140 et 145 points : 32 F seulement ! Pour tous il n'était pas question d'accepter ce dernier fait et on proposait de les classer à 155 points, rayant du même coup les 2 plus basses classifications.

Tous se réjouissaient de cette première victoire ; mais le cadre adjoint rappelait les délégués pour finalement accorder les augmentations initialement proposées par la direction, ce qui donne pour 44 h par semaine :

Coefficient	Nb.ouvriers	salair.brut		augmentat.
		actuel (44 h)	prop. (44 h)	
140	6	1 990 F	2 017 F	26 F
145	16	2 024 F	2 071 F	47 F
155	6	2 090 F	2 155 F	65 F
170	32	2 128 F	2 171 F	43 F
190	12	2 276 F	2 415 F	139 F
215	4	2 409 F	2 578 F	169 F



Après la suspension de Paul Pouvillon
au lycée agricole de Vendôme

LE PROCES DE LA REPRESSION DANS L'ENSEIGNEMENT

On se souvient qu'enseignant au lycée agricole de Vendôme, Loir-et-Cher, Paul Pouvillon était suspendu de ses fonctions en novembre 1975 sur décision du ministère. Le conseil d'administration du lycée avait refusé d'en voter le budget tant que Pouvillon y serait au nombre des enseignants.

Professeur d'éducation culturelle - matière créée par la bourgeoisie pour engendrer des illusions sur la dictature qu'elle exerce sur le peuple - Pouvillon se voyait reprocher de tenter d'ouvrir les yeux de ses élèves sur la réalité de l'exploitation capitaliste. Il essayait, autant que faire se peut dans le cadre de l'enseignement bourgeois, de faire prendre conscience aux élèves du caractère de classe de l'école et de la formation qu'ils y reçoivent.

Paul Pouvillon avait intenté un procès en diffamation à ceux qui ont organisé une véritable cabale pour le faire exclure : le directeur du lycée, Rembert, membre du bureau national de la CGC ; le président local de la fédération Lagarde des parents d'élèves, Lonqueur ; un ingénieur agronome, Lafréhou ; un représentant de la chambre d'agriculture au conseil d'administration du lycée et un enseignant. Le 18 mai, date du procès, une manifestation de soutien à Pouvillon regroupant 500 personnes avait défilé à la bourgeoisie. Et une alerte à la bombe venue à point avait permis la suspension de l'audience après 2 petites heures de discussion sur la procédure.

A Blois, le 8 juin, c'était la suite. A nouveau, un nombre appréciable d'enseignants s'étaient rassemblés pour soutenir Pouvillon. Après un interrogatoire qui devait faire apparaître de nombreuses contradictions dans les propos tenus par les accusés, Pouvillon, ses avocats et leurs témoins ont démontré qu'il s'agissait d'une cabale publique pour l'exclusion de l'enseignement, et qu'elle ne repose sur aucun fait. Il est vrai que les explications censées justifier les sanctions prises contre Pouvillon sont pour le moins ombrageuses : Rembert, pour s'expliquer, n'a trouvé à parler dans un bulletin adressé aux parents que de «deux fugues de jeunes filles» et de «quelques élèves... complètement déphasés et complètement déboussolés... à cause du travail de Pouvillon».

Mais ce qu'a retenu le procureur de 5 heures d'audience, c'est que les Rembert et Cie ont fait «leur devoir», parce que les parents avaient le droit de «savoir» ce qui n'allait pas

au lycée. Les avocats du directeur du lycée se sont contentés de broder sur ce thème et de reprendre à leur compte les propos diffamatoires : «dégradation du climat» de l'école, «enseignement nuisible».

A minuit et demi le juge mettait l'affaire en délibéré. Le verdict devrait être connu le... 29 juin - date des vacances, comme par hasard.

A l'issue du procès, les manifestants se sont mis à scander «Inspection, répression». La plupart d'entre eux étaient conscients de ce que le procès est celui de tous les enseignants qui critiquent avec plus ou moins de conséquence l'école bourgeoise, le type de discipline défendu au nom d'un «climat sain et objectif» par les Rembert et Cie ; le procès de tous ceux qui cherchent peu ou prou à s'opposer à la formation d'une main-d'œuvre servile et de cadres au service du patronat.

SOUSCRIPTION Une bataille politique de grande importance

Au 14/6/76	89 504,89 F	PJM soutien collectif	2 000,00 F
Suppl. réabt VV	5,00 F	pr un parti ml unique	110,00 F
Id. BA	105,00 F	Suppl. réabt PJM	250,00 F
CDHR Dimitrov Y & JC	120,00 F	BF	410,00 F
Suppl. abt Mme MF	150,00 F	Soutien à HR S.	0,50 F
PP	33,00 F	1 travailleur sur marché	100,00 F
Suppl. réabt BG	8,00 F	1 ouvrier ml	50,00 F
J & G d'EV	3 500,00 F	1 postier	3,50 F
UJ soutien au quot.	250,00 F	1 vieux travailleur du bâtiment	36,00 F
Pr que vive la révolution prolétarienne mondiale et l'internationalisme prolétarien		Anonyme	118,00 F
RFA	50,00 F	Suppl. réabt BJM	100,00 F
GP	250,00 F	AF	300,00 F
Soutien hebd. DM juin	60,00 F	1 infirmier GR	8,00 F
PG soutien	500,00 F	Suppl. réabt RJP	500,00 F
CDHR N. Van troy	100,00 F	AD	0,80 F
C & P	200,00 F	M	288,00 F
CDHR Chrysostome	332,00 F	GG CDHR A. Marty	50,00 F
CDHR L. Michel	7,60 F	Pr les 25 M ER	200,00 F
CDHR Th. Pierre	20,00 F	BS	7,00 F
CDHR E. Hoxha	1 257,50 F	1 plombier	10,00 F
CDHR P. Overney	500,00 F	SJ	
CDHR Staline R	14,50 F		
CDHR R	200,00 F		
PP	50,00 F		
CDHR G. Taucin R	500,00 F		

Total au 15/6/76:
102 259,29 F

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte chèque postal : L'Humanité rouge - CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc.

Un travailleur portugais se disputait avec sa femme

LES FLIGS L'ONT TUE !

Dimanche après-midi, il faisait chaud. Une chaleur lourde, de plomb, étouffante. A Gentilly, dans la banlieue parisienne, un jeune travailleur portugais rentrait chez lui. Il avait un peu bu. Plus que de coutume. Il était un peu éméché.

Quand on est, comme lui, ouvrier dans le bâtiment, on sait ce qu'il en est des week-ends. On est littéralement crevé. Toute la semaine on a travaillé, dur, comme une bête, souvent dans des conditions intenable pour un salaire de famine ! Les escaliers, la chaleur, le matériel lourd à monter, à descendre, les courants d'air, le bruit, courir à droite, à gauche, souvent le chef qui gueule pour un rien, le racisme... Quand on est exploité, surexploité même dans des conditions pareilles, comment pourrait-on ne pas être fatigué, énervé ? Alors forcément, tout ça on le retrouve à la maison.

Ce jeune travailleur portugais, tout le monde l'appréciait dans son entourage. Ceux qui le connaissaient le disent bien aujourd'hui : c'était un bon gars, très gentil. Mais voilà, quand en plus on est immigré, ce n'est pas dur à comprendre qu'on ait le cafard...

Arrivé chez lui, il a une dispute avec sa femme. Le ton monte un peu. Les voisins entendent, à côté. Ils appellent les flics. Le temps qu'ils arrivent, la dispute était sans doute terminée, n'importe, les flics défoncent la porte à coups de pieds, et ils tirent.

Quatre coups de feu, le jeune ouvrier s'écroule : une balle dans le ventre, une dans la poitrine, une dans la bouche, une autre dans le front. Il est mort. Les flics l'ont assassiné froidement !

Aujourd'hui, ils font courir le bruit que l'ouvrier avait sorti son couteau. Mais ils seraient bien incapables d'en donner la preuve. Et puis quand quelqu'un rentre chez vous en enfonçant la porte, est-ce que ce n'est pas normal qu'on veuille se défendre ? Quand bien même il aurait sorti un couteau, est-ce que ça justifie que les flics le tuent par balles ?

Non. La vérité est que les flics de la bourgeoisie sont formés pour avoir la gâchette facile contre les travailleurs. Ils reçoivent une éducation fasciste et raciste. Ils sont préparés de façon intensive à la répression brutale, sanglante, contre la classe ouvrière et les masses populaires, de sorte que la vie d'un ouvrier portugais ne pèse pas lourd à leurs yeux.

La colère serre les cœurs des travailleurs de Gentilly. Personne n'a parlé de ce crime à la radio ou dans les journaux. Pourtant, tout de suite après, les travailleurs portugais de Gentilly ont fait connaître ce nouvel assassinat à la presse. Ils ont téléphoné à la radio et à l'association de journalistes de Gentilly. En gardant le silence, la presse se fait complice des tueurs.

Derrière son masque «libéral avancé» la bourgeoisie entretient des cohortes de tueurs armés jusqu'aux dents qui assassinent les ouvriers dans l'ombre. Elle ne cesse de faire grossir un appareil de répression qu'elle lance tous les jours contre la classe ouvrière et les masses populaires. Justice sera rendue lorsque seront détruits ce régime d'exploitation capitaliste et cet appareil d'Etat par lequel s'exerce la dictature de la bourgeoisie sur le peuple !

informations générales

Appel

pour un rassemblement unitaire contre la répression

La coordination des comités anti-répression et des comités de soutien aux inculpés, mise sur pied après les arrestations des militants de «l'Humanité-Rouge» de Lorient et la détention de Romain Le Gal, appelle à un rassemblement contre la répression le 11 juillet à Lorient sur la plate-forme suivante :

- libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques Siméoni, Villiers...

- levée de toutes les inculpations.

- dissolution de la cour de sûreté de l'Etat.

- dénonciation de la répression visant les marxistes-léninistes, les immigrés, les viticulteurs, les Corses, les Bretons, les Basques, les syndicalistes, les appelés, les étudiants, les petits paysans etc...

- dénonciation des mesures nouvelles visant à limiter les libertés.

Toutes les organisations politiques et syndicales, toutes les entreprises en lutte, les travailleurs immigrés, etc, victimes de la répression, et toutes les organisations ayant pour objectif

principal la lutte contre la répression sont invitées à participer ce rassemblement sous formes d'interventions à la tribune, d'envois de motions de soutien, d'exposition de panneaux, de stands. Il est bien entendu que les différentes contributions doivent être centrées sur la répression (tout en comportant un minimum d'explications politiques), mais que le rassemblement ne doit pas être un prétexte pour telle ou telle organisation pour diffuser sa propagande ou son matériel propre non-axé sur la répression. Il est demandé à chaque participant d'appeler le plus largement possible pour cette journée du 11 juillet.

La coordination fait appel à tous les artistes (chanteurs, troupes de théâtre, dessinateurs) qui peuvent apporter une contribution à la lutte antirépression.

Pour prendre contact avec la coordination pour la journée antirépression du 11 juillet : M. David 17 rue JB Clément - 56100 Lorient (tél 21 23 92).

26-27 JUIN - STE BAUME (ST MAXIMIN - VAR)

WEEK-END D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR LA CHINE

organisé par l'Association des Amitiés franco-chinoises

avec la participation d'Hélène Marchisio, secrétaire de l'AAFC et Régis Bergeron, président-délégué

Programme :

Samedi 26 à partir de 14 heures :

Film chinois, montage diapos sur l'art et sa place dans la vie quotidienne. Débat.

En soirée débat sur le thème «Que se passe-t-il en Chine ?»

Dimanche 27 :

De 9 à 12 heures : discussions par thèmes dans différentes salles : émancipation de la femme chinoise, les communes populaires, la politique extérieure, les différents mouvements de critique depuis 1949, compte-rendu de voyage. Qu'est-ce que l'AAFC, etc.

L'après-midi : film-table ronde avec les participants aux voyages 76

Pendant tout le week-end : crèche, exposition, vente de littérature, affiches, papiers découpés, timbres, etc., ping-pong.

Le comité de soutien à la Résistance
palestinienne de Lille organise :
ce vendredi 18 juin à 20 H 30
un meeting avec film
au cinéma Arc-en-ciel
rue du Marché à Wazemmes (Lille)

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



culturel

Infiltration culturelle russe en Australie

DEUX ECRIVAINS BIEN SINGULIERS

Très vives réactions de la part du peuple australien

Depuis quelque temps, les dirigeants soviétiques ont envoyé divers groupes artistiques en Australie pour se livrer à une véritable infiltration culturelle et répandre leur propagande empoisonnée. Ils ont même dépêché des agents secrets - se prétendant écrivains - pour y mener des activités d'espionnage. Au 9e Festival artistique d'Adelaïde qui s'est tenu récemment, une troupe de danse soviétique «Les cosaques sibériens» a donné de pitoyables représentations côte à côte avec les troupes artistiques envoyées par des États capitalistes européens et les USA. A l'occasion d'une «semaine des écrivains» organisée dans le cadre du festival, deux agents du KGB, se faisant passer pour des écrivains ont offert des voyages gratuits en URSS et tenté de gagner à eux des écrivains australiens en leur promettant des droits d'auteurs élevés si ces derniers acceptaient de publier leurs livres en URSS. Quand ces «écrivains» ont pris la parole à la tribune, des écrivains australiens leur ont fait savoir publiquement qu'ils n'étaient pas les bienvenus.

Le lendemain plusieurs dizaines de participants à cette «semaine» lançaient une campagne de signatures protestant contre la venue de ces «écrivains» russes. Ces derniers, du coup, ne se sont plus montrés par la suite.

Dans le même temps un «festival du film soviétique» était organisé par les autorités soviétiques avec plusieurs villes australiennes. Les films projetés n'étaient qu'éloges de l'égoïsme et de l'individualisme, préconisaient le militarisme et louaient la nouvelle bourgeoisie au pouvoir.

Ces manœuvres, cependant, ont rencontré des réactions assez vives de la population australienne.

Lorsque la troupe de danse «Les cosaques sibériens» a donné ses représentations à Sydney, des manifestations ont été organisées devant le théâtre pour protester contre la dictature fasciste exercée en Union soviétique. Sur un camion, des manifestants ont simulé un «camp de concentration» entouré de réseaux de fil de fer barbelé avec six femmes à l'intérieur, revêtues d'uniformes de prisonniers, surveillées par un

homme déguisé en agent du KGB debout devant les réseaux. D'autres manifestants, portant des pancartes, ont distribué des tracts dénonçant la dictature fasciste soviétique.

Enfin le «Grand Cirque de Moscou» se rend tous les trois ans en Australie pour donner des représentations pendant un à deux mois. Lors de la dernière visite du cirque soviétique à Sydney, les habitants avaient également protesté contre ses «programmes vulgaires». Plus de 200 manifestants avaient crié au parc Wentworth, lieu de ses représentations : «Les Russes dehors».

Aux 24 heures du Mans

C'EST LA BOURGEOISIE QUI PILOTE

Deux travailleurs nous écrivent

Quelques impressions communes que nous avons eues et qui montrent l'intérêt financier des 24 heures du Mans pour la bourgeoisie : sur 2 km avant l'arrivée sur le lieu des «24 H», des panneaux Gitane tous les 2 mètres, sur les 2 bords de la route. A l'entrée du circuit, pour avoir une entrée il faut payer le tarif officiel plus un tarif au «moins». Dans l'enceinte du circuit, beaucoup de jeunes. Beaucoup sont venus là pour «la fête» (tout ce qu'il y a «autour») et non pas pour la course ; la presse bourgeoise s'était chargée de cette mission.

Pour manger «correctement» on ne paie pas moins de 25 F, 30 F, 40 F ! Constantement les gens sont harcelés par des appels à

l'achat d'objets de consommation divers. Publicité la nuit : un dirigeable «Good Year» ; un écran géant (30 m x 50 m) diffuse de la publicité Chanel, Hermès, Inaltéra sur fond de musique pop. Nous discutons beaucoup avec des jeunes sur tout ce cirque ; beaucoup reconnaissent qu'ils ne s'attendaient pas à cela.

A 1 heure du matin nous apprenons la mort du pilote Haller. A 2 heures, les canards du coin vendent des «éditions spéciales» sur cette «bêvue» ! Les vendeurs hurlent «avec tous les détails, toutes les photos, vous saurez tout» ! Messieurs les capitalistes, vous êtes des buveurs de sang ! Nous protestons

avec d'autres jeunes, un attroupement favorable se fait autour de nous, mais les flics interviennent. A 9 heures du matin : vente tous azimuts du poster de la «voiture du mort» 5 F plus un livre ! Bon nombre de jeunes sont écœurés de ce racolage morbide, nous les premiers. Nous partons à 13 heures de cet enfer du fric, de cette enceinte où tous les moyens sont bons pour exploiter le peuple.

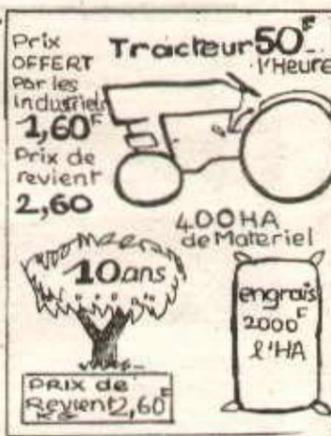
Que seraient ces courses si l'enjeu publicitaire des grandes marques automobiles n'était pas en cause ? Que devient la performance sportive ? N'est-ce pas une gigantesque escroquerie idéologique et financière que ces 24 heures du Mans ?

Vu par Sylvestre

Les cerises de la colère



Pourquoi en Provence, "cette terre de soleil où il fait bon vivre", les Agriculteurs font-ils brûler des camions, pourquoi font-ils des barrages sur les routes ?



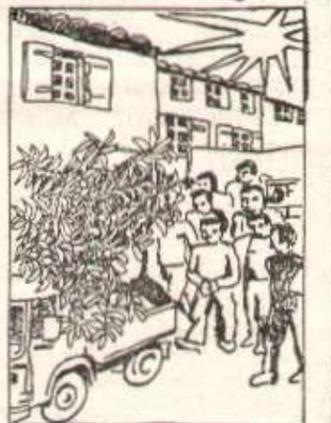
Les paysans, actuellement les producteurs de cerise sont contraints par la baisse de revenu que leur font les capitalistes, de 2,80 F/kg en 1972 le prix à la production est passé à 1,60 F en 76.



La cerise est la principale production du Lubéron. En 73-74 Apt-Union seule confiserie de cerises de la région fait 4 milliards de bénéfices. Apt-Union et le ministre engagent les paysans à planter. 3 ans plus tard on dit aux paysans : "Arrachez tout."



OR IL FAUT DIX ANS DE TRAVAIL AVANT QU'UN CERISIER SOIT PRODUCTIF. CLIN-MIDY (Multinationale de la pharmacie qui a racheté Apt-Union en 76) fait du chantage : "Je ne peux pas payer plus, sinon c'est la faillite, les ouvriers seront au chômage et vous garderez vos cerises !"



Aussi Jeudi dernier un camion de cerises italiennes était incendié. Vendredi 1000 paysans manifestaient en silence à Apt derrière un cerisier coupé symbolisant le 1er des 500.000



les barrages de route ne visent pas les ouvriers MAIS les capitalistes qui veulent réduire à la misère les ouvriers et les paysans. VIVE LA SOLIDARITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Programmes TV

VENDREDI 18 JUIN
TF 1

19 H 20, 20 H et 23 H 05 : la bourgeoisie vous informe.
20 H 30 : Au théâtre ce soir. Fanny et ses gens. Une femme de milieu «populaire» (pas un ouvrière, mais une «girl» de music-hall) fait son apprentissage dans la noblesse anglaise pour se faire reconnaître comme une «grande dame». L'idéologie réactionnaire de cette pièce se résume dans cette répartie «Vous vous êtes montrée capable de commander. C'est seulement alors qu'un être humain mérite d'être servi» !

A 2
19 H 20, 20 H et 22 H 40 : la bourgeoisie vous informe.
20 H 30 Le chirurgien de Saint-Chad. Feuilleton qui se situe dans le milieu hospitalier où les seuls problèmes semblent être la rivalité entre 2 infirmières pour savoir qui prendra le cœur d'un beau médecin ! Ceci n'a pas grand-chose à voir avec la vie et la lutte dans les hôpitaux.

21 H 35 : Apostrophes. Liberté, liberté chérie. Avec Badinter, Etienne Fajon, Henri Caillavet et Philippe Malaud. Ecoutez les grands bourgeois parler de la «liberté», thème très à la mode, alors que les travailleurs eux n'ont que la liberté de se faire exploiter.

22 H 45 : Ciné-club. Bof. Film de 1971. Peinture de 2 ouvriers et une employée qui trouvent la solution à la lutte des classes dans la débauche sexuelle. Un film pourri.

FR 3
19 H 55 et 22 H 20 : la bourgeoisie vous informe.
20 H 30 : Le prix d'une vie (2). Emission documentée et éducative sur la naissance et ses problèmes : aujourd'hui les prématurés.
21 H 30 : América (9). La carrière des milliardaires US, comme Rockefeller.

L'Humanité Rouge

document

A propos d'un avant-projet de Charte nationale

NOMBREUSES CRITIQUES EXPRIMEES PAR LE PEUPLE ALGERIEN (3)

Nous avons commencé hier la publication d'extraits de contributions publiques à la discussion de l'avant-projet de charte nationale soumis à discussion en Algérie.

Nous publions aujourd'hui encore dans cette page d'autres extraits qui attestent de l'intensité de la lutte de classe entre le peuple algérien, ouvriers, paysans pauvres et autres travailleurs d'une part, et bourgeois d'autre part.

Les fils de fellahs à tous les niveaux

AIN-TAYA

Avec leurs tracteurs et leurs bicyclettes, les travailleurs de la terre ont rejoint le domaine autogéré «Larbi Ben Abdesslem», où un débat sur l'avant-projet de charte devait avoir lieu sous un vaste hangar encombré de sacs d'engrais et de fûts à mazout.

Dans le domaine autogéré «Larbi Ben Abdesslem», situé à un kilomètre de la commune de Ain Taya, et s'étendant sur une superficie de 65 hectares, une centaine de travailleurs s'étaient donné rendez-vous pour débattre de certains points contenus dans cet avant-projet de charte.

D'emblée, et tout au long de cette rencontre, un carnet de doléances était dressé par quelques-uns, et dans lequel sont contenus la dénonciation des maux bureaucratiques, le problème de l'habitat et le paiement très long des allocations familiales, «l'inexistence d'un syndicat sérieux et efficace», et l'arbitraire exercé par certains responsables et le vol et l'injustice pratiqués par certains d'entre eux, l'absence ou l'insuffisance de mesures sociales comme la médecine, la non-déclaration des bénéfices par les service compétents du domaine autogéré...

Evoquant le problème de la retraite, un travailleur dira : «On nous fait courir pour l'avoir et il y a ici un vieux âgé de 78 ans, qui travaille encore.» Un autre ajoutera : «Nous ne voulons pas remplacer le bourgeois ancien du colonialisme par le bourgeois nouveau du socialisme.» Un troisième note avec colère : «La voix du travailleur et du fellah ne "passe pas", il n'y a que celle du directeur.» Revient le problème du syndicat, et un travailleur montre ses deux cartes d'adhésion à l'UGTA : celle de 1974 est remplie de timbres, celle de 75 l'est à moitié. «Nous ne voulons pas d'un syndicaliste dont la seule occupation est de vendre des timbres et qui disparaît ensuite, ne nous informant de rien, ne serait-ce que sur les réalisations édifiées par le pays.»

«Quelques-uns de nos droits ne sont pas appliqués et la CAPCS en payant nos récoltes semble nous payer un café, pourquoi travaillons-nous alors ?» s'interroge

un travailleur et il ajoute : «Il faut éviter que l'on crée de nos propres mains une bourgeoisie et lutter pour que le fils du fellah soit à la mairie, et dans toutes les institutions du pays parce qu'il pourra comprendre les problèmes qui se posent au fellah. Une partie de la bourgeoisie envoie ses fils étudier en Europe et pourquoi les nôtres n'y iraient-ils pas ? Mais ils n'iront pas parce que leur pays est ici, et ils lutteront pour la justice.»

«La Révolution agraire, dira un autre, nous a appris qu'il peut y avoir aussi la création d'une classe nouvelle de bureaucratie et de bourgeois». Un travailleur soulignera avec force : «Nous sommes contre la bourgeoisie nationale sous toutes ses formes et à tous les niveaux. Il faut exprimer des problèmes vécus, avec force et à tous les niveaux : «Il faut



Une réunion-débat parmi d'autres (photo l'Algérien en Europe).

que l'on respecte les lois de l'État et de la nation et les droits de tous», ajoutera un autre travailleur. Le ton est calme, serein par son évidence à exprimer des problèmes vécus, avec parfois des pointes de colère ou de déception, mais toujours emplis d'espoir lorsqu'il s'agit de bâtir le pays, de dire les réalisations accomplies, pour que les fils de l'Algérie puissent vivre dans la dignité et par le travail et quelqu'un souhaitera que la charte nationale réponde à l'attente «de voir le pays s'édifier avec ses meilleurs fils et pour le bonheur de tous».

L'émigration

M. ROUNAAS - BEN AKNOUN

... Il y a un problème que je veux essentiellement soulever. Je pense que tout le monde est de mon avis. Comme vous le savez, les 3/4 de notre émigration constituent la main-d'œuvre en France. Jusqu'ici personne n'ignore la part de participation du travailleur algérien dans l'économie européenne et en particulier celle de la France. A côté de cela, les conditions de vie de nos frères sont lamentables. C'est l'Algérien qui exécute les travaux pénibles. Il est constamment exposé aux insultes et aux vexations de certains milieux racistes et réactionnaires et par dessus le marché son exploitation

jusqu'à la dernière goutte de sa sueur. Ceci est incompatible avec les options révolutionnaires algériennes. Notre pays a lutté et lutte toujours contre l'exploitation de l'homme par l'homme. En tant que citoyen, je n'admets pas que nos potentialités humaines algériennes en France soient traitées comme marchandises.

La question que je vous pose aujourd'hui, est à quand le rapatriement de nos frères à leur terre d'origine et de façon définitive. Il est grand temps que nos émigrés reviennent participer à l'édification socialiste du pays. Leur accueil serait chaleureux et à bras ouverts...

(El Moudjahid du 20 mai).

Les barricades

B. AFFANE - ALGER

«Aujourd'hui encore, nous nous débattons dans le problème de la production en raison de certains irresponsables, qui au lieu d'améliorer leurs connaissances et leur expérience, s'accaparent les avantages du poste et se complaisent dans la médiocrité, entravant la marche de la révolution, sapant l'élan des bonnes volontés, quand ils ne détournent pas purement et simplement le bien collectif à leur propre profit.

Aussi, si nous voulons que (je cite) «la Révolution ne permette pas aux

bureaucrates médiocres, aux agents incompetents, aux arrivistes et aux pseudo-militants, de la stériliser et de la discréditer», il est grand temps d'épurer les administrations et les sociétés nationales de ces «barrucrados».

Ces mauvais éléments s'infiltrèrent partout. Ils sont :

- dans le Parti, tout en ayant des idées bourgeoises ou néo-bourgeoises

- dans l'UGTA, se servant de cette institution comme d'un tremplin pour leur avancement, défendant leurs propres intérêts et non ceux des travailleurs...

(El Moudjahid du 9 mai)

Les phrases sont simples et la réalité sera chaque fois présente dans les questions qu'ils poseront, au cours de ce débat marqué par un esprit de franche discussion.

(El Moudjahid du 13 mai).

Le socialisme et la femme

Melle A. BEN MOUSSA - CONSTANTINE

Une remarque d'abord : cela fait trois jours que le quotidien national «El Moudjahid» publie des lettres sur le débat concernant la charte nationale, pas une seule lettre de femme.

Où êtes-vous mes sœurs ? Allez-vous laisser encore les hommes parler à votre place, dans un débat qui vous concerne tout autant, sinon plus : pour nous la situation s'améliore progressivement, certes, mais n'avons-nous pas à lutter davantage pour que cette situation change radicalement, pour que le socialisme soit enfin instauré dans notre pays ? C'est le seul système social qui garantisse les droits de la femme.

A cela, la charte nationale (si elle est appliquée) doit contribuer, même si elle ne fait pas de place particulière aux problèmes spécifiques de la femme algérienne, notamment le fait qu'elle continue à subir, dans certains cas, la tyrannie, l'injustice des salaires quand elle occupe un emploi, l'humiliation dans les rues, sans parler du problème de la prostitution, de la délinquance chez les jeunes filles. Ce problème étant le plus souvent caché à l'opinion publique par les journaux qui n'en parlent que pour accuser les parents... Quant au fond du problème, ses causes socio-économiques, on préfère se taire.

En passant de l'avant-projet à la charte proprement dite, il est indispensable que tout cela soit clairement mentionné : quelles mesures propose-t-on aux femmes algériennes pour les faire participer (autrement que par des discours) pleinement à la marche de notre pays vers le progrès ? Et surtout quels moyens la charte donne-t-elle aux femmes algériennes pour faire respecter leurs droits ?

(El Moudjahid du 12 mai)

La corruption et la bureaucratie

M. ATAMNIA - ANNABA

Citoyen algérien, je tiens, par devoir et par droit, à contribuer humblement au débat de la charte. Cette charte qui est, une fois terminée, la source du peuple. J'ai choisi, quant aux points à débattre, les maux sociaux, véritables fléaux pour

notre Révolution. A savoir : la corruption, la bureaucratie et l'abus du pouvoir.

1) La corruption : Certes la corruption existe un peu partout de par le monde, mais ici en Algérie socialiste et par respect à nos 1 500 000 martyrs, nous devons la combattre. Aussi mon vœu est que des lois soient promulguées et que des contrôles soient exercés sévèrement afin d'éliminer cette gangrène.

Je préconise pour cela la participation populaire à tous les niveaux et, je le répète, la sévérité totale.

2) La bureaucratie : abjecte de par ses méthodes, la bureaucratie est un véritable étouffement de notre Révolution. M'est avis (c'est aussi l'opinion générale) que la charte élimine définitivement ce fléau quitte à être taxée de «totalitaire». Là aussi, les grands moyens pour y faire face sont à souhaiter.

3) L'abus du pouvoir : il existe aussi ailleurs que chez nous. Mais n'est-ce pas pour l'éliminer que le peuple a pris les armes ? N'est-ce pas pour sa dignité que l'Algérien est allé mourir dans nos montagnes, abandonnant l'université, le travail, le foyer, même la famille ?

Alors pourquoi ces hommes imbus de leur personnalité veulent-ils ressusciter cette époque à jamais révolue ? Pourquoi traitent-ils leurs employés comme au temps de M. Guiraud ou M. Lavie ? Pourquoi ne savent-ils pas que le gouvernement les place là où ils sont pour servir le peuple et non pour l'asservir ? Aussi je tiens à dire à ces messieurs que la charte est là ! Attention aux faux pas !

Vive le président Boumediène !

Vive la Révolution socialiste !

(El Moudjahid du 9 mai).

Elimination des parasites

H.M. - HUSSEIN-DEY

Je propose ce qui suit :

1) La création d'une commission nationale chargée de recueillir toutes les plaintes des citoyens honnêtes et de procéder aux investigations nécessaires pour l'élimination des parasites.

2) Chaque individu reconnu coupable, quel que soit son grade ou son rang, de détournement ou de mauvaise gestion doit figurer sur cette liste et être signalé à tous les rouages de l'État par le Comité central du parti qui veillera à la stricte application des décisions retenues contre les coupables.

3) Il ne pourra se réhabiliter envers la société qu'après avoir été sévèrement puni et fait un service national dans une région qui nécessite un travail ardu afin de mieux comprendre sa Révolution, son peuple et ses aspirations légitimes, le socialisme.

(El Moudjahid du 8 mai)